

Overwegende dat het nodig is de structuur van bepaalde instellingen te verbeteren om het opleidingsaanbod coherenter te maken en dat deze herstructurering geen gevolgen heeft voor de andere instellingen;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het Centre d'enseignement secondaire Léon Mignon (FASE 2009), de Ecole d'Hôtellerie et de Tourisme (FASE 2017), de Ecole de coiffure et de bioesthétique (FASE 2019) en het Centre d'enseignement secondaire Léonard Defrance (FASE 2040) zullen hun eerste graad onder het registratienummer FASE 1995 op de eerste dag van het schooljaar 2023-2024 overdragen naar het Athénée communal Maurice Destenay.

Art. 2. Op basis van hetzelfde principe als dat vastgelegd in artikel 5^{ter}, § 7, lid 2, 1^o van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden herstructureringsstimuli toegekend aan het Athénée communal Maurice Destenay.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023.

Brussel, 6 juli 2023.

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/46327]

11 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française revalorisant les barèmes dans le secteur de l'enfance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'article 3 ;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les articles 35, § 2, et 35/1 ;

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, l'article 7, 2^o ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes ;

Vu la proposition du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 30 août 2023 ;

Vu le « test genre » du 8 septembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 septembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2023 ;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant la nécessité de prendre avec diligence des mesures de nature à soutenir les travailleuses et travailleurs du secteur de l'enfance pour faire face aux difficultés d'attractivité rencontrées dans ce secteur, et pour permettre leur exécution dans l'exercice budgétaire en cours avant la clôture de celui-ci compte tenu des délais inhérents à l'adaptation des applications informatiques ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, il est inséré une annexe 6 rédigée comme suit :

« Annexe 6 – Barème de références applicables au secteur des milieux d'accueil subventionnés de la petite enfance à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Puériculteur•trice (ou assimilé•e)	Infirmier•e social•e ou gradué•e Assistant•e social•e et assimilé•e
0	19.817,29 euros	14.421,97 euros	17.305,48 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
1	20.788,25 euros	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	20.788,25 euros	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	23.397,43 euros	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	24.267,13 euros	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	24.590,73 euros	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	25.460,47 euros	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	25.460,47 euros	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	26.330,17 euros	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	26.330,17 euros	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	27.199,91 euros	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	27.199,91 euros	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	28.069,62 euros	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	28.069,62 euros	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	28.939,35 euros	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	28.939,35 euros	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	29.809,11 euros	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	29.809,11 euros	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	30.678,82 euros	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	30.678,82 euros	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	30.678,82 euros	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	30.678,82 euros	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	30.678,82 euros	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	30.678,82 euros	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Art. 2. § 1^{er}. À l'article 105, § 1^{er}, 1^{er} tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillantes d'enfants indépendantes, les mots «, rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendant par équivalent temps plein » sont abrogés.

§ 2. À l'article 110, § 1^{er}, 1^{er} tiret, du même arrêté, les mots «, rattaché à l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et s'entendant par équivalent temps plein » sont abrogés.

Art. 3. L'annexe 3 du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 3 – Barèmes de référence pour le calcul des forfaits individualisés prévus aux articles 105 et 110.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
0	19.817,29 euros	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	20.788,25 euros	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	15.821,82 euros	19.276,27 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
6	22.527,69 euros	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	23.397,43 euros	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	24.267,13 euros	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	24.590,73 euros	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	25.460,47 euros	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	25.460,47 euros	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	26.330,17 euros	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	26.330,17 euros	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	27.199,91 euros	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	27.199,91 euros	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	28.069,62 euros	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	28.069,62 euros	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	28.939,35 euros	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	28.939,35 euros	18.585,11 euros	26.997,81 euros
21	29.809,11 euros	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	29.809,11 euros	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	30.678,82 euros	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	30.678,82 euros	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	30.678,82 euros	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	30.678,82 euros	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	30.678,82 euros	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	30.678,82 euros	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	30.678,82 euros	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	30.678,82 euros	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
0	19.817,29 euros	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	20.788,25 euros	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	23.397,43 euros	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	24.267,13 euros	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	24.590,73 euros	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	25.460,47 euros	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	25.460,47 euros	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	26.330,17 euros	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	26.330,17 euros	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	27.199,91 euros	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	27.199,91 euros	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	28.069,62 euros	18.309,76 euros	26.450,30 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
18	28.069,62 euros	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	28.939,35 euros	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	28.939,35 euros	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	29.809,11 euros	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	29.809,11 euros	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	30.678,82 euros	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	30.678,82 euros	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	30.678,82 euros	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	30.678,82 euros	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	30.678,82 euros	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	30.678,82 euros	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Art. 4. À l'article 31, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1, les mots « aux annexes 1 et 2 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 1^{re}» ;

2° au point 2, les mots « aux annexes 1 et 2 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 1^{re}».

Art. 5. L'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 1^{re} – Barèmes de référence pour les forfaits individualisés prévus à l'article 31.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s	Barème applicable aux Coordinateur•trice•s
0	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	18.585,11 euros	26.997,81 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s	Barème applicable aux Coordinateur•trice•s
21	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s	Barème applicable aux Coordinateur•trice•s
0	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	20.351,09 euros	29.278,42 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s	Barème applicable aux Coordinateur•trice•s
30	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Art. 6. L'annexe 2 du même arrêté est abrogée.

Art. 7. À l'article 26/4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, point 1, les mots « repris aux annexes 6 et 7 » sont remplacés par les mots « repris à l'annexe 6 » ;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, point 2, les mots « repris aux annexes 6 et 7 » sont remplacés par les mots « repris à l'annexe 6 » ;

3° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 8. § 1^{er}. À l'article 26/11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, point 1, les mots « fixés aux annexes 6 et 7 du présent arrêté » sont remplacés par les mots « fixés à l'annexe 6 du présent arrêté » ;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 9. L'annexe 6 du même arrêté est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 6 – Barèmes de référence pour les forfaits individualisés prévus aux articles 26/4 et 26/11.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s extrascolaires	Barème applicable aux Responsables de projet
0	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	18.585,11 euros	26.997,81 euros
21	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	19.593,14 euros	28.361,79 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
27	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s extrascolaires	Barème applicable aux Responsables de projet
0	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Art. 10. L'annexe 7 du même arrêté est abrogée.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2023.

Art. 12. Le Ministre qui a l'enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 11 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations Internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Enfance,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46327]

11 OKTOBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot herwaardering van de barema's in de kindersector

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort O.N.E., artikel 3;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de artikelen 35, § 2, en 35/1;

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, artikel 7, 2°;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot vaststelling van de referentiebarema's voor de toekenning van subsidies aan kinderopvangcentra, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van het reglement voor de thuisopvang van zieke kinderen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 dat de vergunning en subsidiëring regelt van kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

Gelet op het voorstel van de Raad van Bestuur van het "Office de la Naissance et de l'Enfance", gedaan op 30 augustus 2023;

Gelet op de "gendertest" van 8 september 2023 opgesteld in toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 15 september 2023;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2023;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat er snel maatregelen moeten worden getroffen ter ondersteuning van de werknemers in de kinderopvang om de in deze sector ondervonden aantrekkingsproblemen aan te pakken, en om deze maatregelen in het lopende begrotingsjaar vóór het einde van het begrotingsjaar te kunnen uitvoeren, rekening houdend met de vertragingen die inherent zijn aan de aanpassing van de computertoepassingen;

Op de voordracht van de minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot vaststelling van de referentiebarema's voor de toekenning van subsidies aan kinderopvangcentra wordt een bijlage 6 ingevoegd, die als volgt luidt:

« Annexe 6 – Barème de références applicables au secteur des milieux d'accueil subventionnés de la petite enfance à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Puériculteur•trice (ou assimilé•e)	Infirmier•e social•e ou gradué•e Assistant•e social•e et assimilé•e
0	19.817,29 euros	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	20.788,25 euros	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.298,54 euros	21.472,14 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Puériculteur•trice (ou assimilé•e)	Infirmier•e social•e ou gradué•e Assistant•e social•e et assimilé•e
8	23.397,43 euros	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	24.267,13 euros	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	24.590,73 euros	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	25.460,47 euros	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	25.460,47 euros	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	26.330,17 euros	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	26.330,17 euros	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	27.199,91 euros	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	27.199,91 euros	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	28.069,62 euros	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	28.069,62 euros	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	28.939,35 euros	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	28.939,35 euros	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	29.809,11 euros	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	29.809,11 euros	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	30.678,82 euros	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	30.678,82 euros	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	30.678,82 euros	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	30.678,82 euros	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	30.678,82 euros	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	30.678,82 euros	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Art. 2. § 1. In artikel 105, § 1, 1ste streepje, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 dat de vergunning en subsidiëring regelt van kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders, worden de woorden „, verbonden aan het indexcijfer 138.01 van 1 januari 1990 en opgevat als voltijds equivalent” opgeheven.

§ 2. in artikel 110, § 1, 1ste streepje, van hetzelfde besluit worden de woorden „, gekoppeld aan het indexcijfer 138.01 van 1 januari 1990 en opgevat als voltijds equivalent” opgeheven.

Art. 3. Bijlage 3 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

« Annexe 3 – Barèmes de référence pour le calcul des forfaits individualisés prévus aux articles 105 et 110.

Barèmes applicables jusqu’au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d’Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
0	19.817,29 euros	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	20.788,25 euros	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	23.397,43 euros	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	24.267,13 euros	16.376,74 euros	21.775,68 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
10	24.590,73 euros	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	25.460,47 euros	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	25.460,47 euros	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	26.330,17 euros	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	26.330,17 euros	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	27.199,91 euros	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	27.199,91 euros	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	28.069,62 euros	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	28.069,62 euros	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	28.939,35 euros	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	28.939,35 euros	18.585,11 euros	26.997,81 euros
21	29.809,11 euros	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	29.809,11 euros	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	30.678,82 euros	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	30.678,82 euros	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	30.678,82 euros	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	30.678,82 euros	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	30.678,82 euros	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	30.678,82 euros	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	30.678,82 euros	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	30.678,82 euros	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
0	19.817,29 euros	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	20.788,25 euros	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	20.788,25 euros	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	21.657,99 euros	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	21.657,99 euros	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	22.527,69 euros	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	22.527,69 euros	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	23.397,43 euros	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	23.397,43 euros	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	24.267,13 euros	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	24.590,73 euros	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	25.460,47 euros	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	25.460,47 euros	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	26.330,17 euros	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	26.330,17 euros	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	27.199,91 euros	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	27.199,91 euros	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	28.069,62 euros	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	28.069,62 euros	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	28.939,35 euros	18.646,70 euros	27.002,69 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur		
	Barème applicable au personnel de Direction	Barème applicable au personnel d'Accueil	Barème applicable au personnel de Psycho-médico-social
20	28.939,35 euros	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	29.809,11 euros	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	29.809,11 euros	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	30.678,82 euros	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	30.678,82 euros	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	30.678,82 euros	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	30.678,82 euros	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	30.678,82 euros	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	30.678,82 euros	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	30.678,82 euros	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	30.678,82 euros	20.429,15 euros	29.278,42 euros

Art. 4. Aan artikel 31, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van het reglement voor de thuisopvang van zieke kinderen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1 worden de woorden "in de bijlagen 1 en 2" vervangen door de woorden "in bijlage 1";

2° in punt 2 worden de woorden "in de bijlagen 1 en 2" vervangen door de woorden "in bijlage 1".

Art. 5. Bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

« Annexe 1^{re} – Barèmes de référence pour les forfaits individualisés prévus à l'article 31.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s	Barème applicable aux Coordinateur•trice•s
0	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	18.585,11 euros	26.997,81 euros
21	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	19.084,33 euros	27.805,13 euros

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s	Barème applicable aux Coordinateur•trice•s
24	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillant•e•s	Barème applicable aux Coordinateur•trice•s
0	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Art. 6. Bijlage 2 bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 26/4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, paragraaf 1, punt 1, worden de woorden "opgenomen in de bijlagen 6 en 7" vervangen door de woorden "opgenomen in bijlage 6";

2° in § 1, paragraaf 1, punt 2, worden de woorden "opgenomen in de bijlagen 6 en 7" vervangen door de woorden "opgenomen in bijlage 6";

3° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 8. § 1. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 26/11 van hetzelfde besluit:

1° in § 1, lid 1, punt 1, worden de woorden "vermeld in de bijlagen 6 en 7 bij dit besluit" vervangen door de woorden "vermeld in bijlage 6 bij dit besluit";

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 9. Bijlage 6 bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

« Annexe 6 – Barèmes de référence pour les forfaits individualisés prévus aux articles 26/4 et 26/11.

Barèmes applicables jusqu'au 30 juin 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillants extrascolaires	Barème applicable aux Responsables de projet
0	14.356,35 euros	17.305,48 euros
1	15.266,92 euros	17.729,56 euros
2	15.405,66 euros	17.879,54 euros
3	15.544,36 euros	18.718,50 euros
4	15.683,08 euros	18.718,50 euros
5	15.821,82 euros	19.276,27 euros
6	15.960,55 euros	19.276,27 euros
7	16.099,27 euros	21.209,62 euros
8	16.238,02 euros	21.209,62 euros
9	16.376,74 euros	21.775,68 euros
10	16.921,09 euros	22.109,10 euros
11	17.087,45 euros	22.648,82 euros
12	17.253,88 euros	22.648,82 euros
13	17.420,25 euros	23.188,50 euros
14	17.586,69 euros	23.188,50 euros
15	17.753,10 euros	23.817,42 euros
16	17.919,48 euros	25.587,24 euros
17	18.085,91 euros	26.126,92 euros
18	18.252,29 euros	16.135,15 euros
19	18.418,73 euros	26.691,81 euros
20	18.585,11 euros	26.997,81 euros
21	18.751,52 euros	27.248,48 euros
22	18.917,92 euros	27.248,48 euros
23	19.084,33 euros	27.805,13 euros
24	19.243,90 euros	27.805,13 euros
25	19.423,41 euros	28.361,78 euros
26	19.593,14 euros	28.361,79 euros
27	19.762,83 euros	28.918,45 euros
28	19.932,58 euros	28.918,45 euros
29	20.102,28 euros	29.228,29 euros
30	20.102,28 euros	29.228,29 euros
31	20.429,15 euros	29.228,29 euros

Barèmes applicables à partir du 1^{er} juillet 2023

Ancienneté	Base annuelle de rémunération pour un Équivalent Temps Plein à indexer selon le coefficient de majoration en vigueur	
	Barème applicable aux Accueillants extrascolaires	Barème applicable aux Responsables de projet
0	14.421,97 euros	17.305,48 euros
1	15.455,88 euros	17.811,89 euros
2	15.596,34 euros	17.879,54 euros
3	15.736,75 euros	18.718,50 euros
4	15.877,19 euros	18.718,50 euros
5	16.017,65 euros	19.276,27 euros
6	16.158,10 euros	19.276,27 euros
7	16.298,54 euros	21.472,14 euros
8	16.439,00 euros	21.472,14 euros
9	16.579,44 euros	22.024,82 euros
10	17.130,53 euros	22.382,75 euros
11	17.298,94 euros	22.929,15 euros
12	17.467,43 euros	22.929,15 euros
13	17.635,87 euros	23.475,51 euros
14	17.804,36 euros	23.475,51 euros
15	17.972,84 euros	24.043,19 euros
16	18.141,27 euros	25.903,94 euros
17	18.309,76 euros	26.450,30 euros
18	18.478,21 euros	26.452,27 euros
19	18.646,70 euros	27.002,69 euros
20	18.815,14 euros	27.074,33 euros
21	18.983,61 euros	27.553,15 euros
22	19.152,07 euros	27.553,15 euros
23	19.320,54 euros	28.103,57 euros
24	19.489,70 euros	28.103,57 euros
25	19.663,82 euros	28.654,00 euros
26	19.835,65 euros	28.654,01 euros
27	20.007,44 euros	29.204,43 euros
28	20.179,29 euros	29.204,43 euros
29	20.351,09 euros	29.278,42 euros
30	20.351,09 euros	29.278,42 euros
31	20.429,15 euros	29.278,42 euros

».

Art. 10. Bijlage 7 bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2023.

Art. 12. De minister bevoegd voor het Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 oktober 2023.

Voor de regering:

De minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind,
B. LINARD